

Une année décisive pour l'avenir de l'éducation nationale

À la fête de l'Humanité

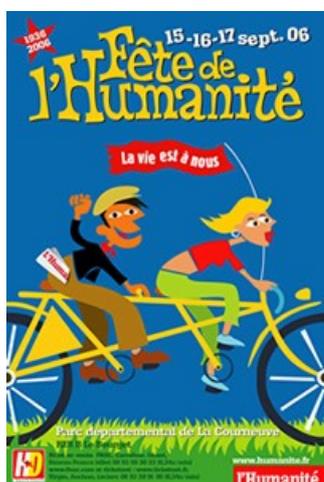
15 - 16 - 17 septembre 2006

Parc départemental de La Courneuve - RER B (Le Bourget)

Rencontre / débat –
dimanche 17 septembre à
14h30 – Espace Hauts-de-
Seine (avenue de la
fraternité) :

« Une école de
l'égalité et de la
réussite pour tous :
quelles conditions
politiques pour le faire
vraiment ? »

D'autres débats non-stop,
restauration des terroirs de
toutes les provinces – Cité
internationale - spectacles et
concerts sur plus de dix scènes
dont une scène géante !



Bon de soutien donnant droit à
l'entrée sur la fête et à tous ses
spectacles durant 3 jours : 15€

Gratuit pour les moins de 12
ans.

L'année scolaire précédente, l'éducation a été l'une des questions principales de l'actualité : CPE, « banlieues », pédagogie... Le gouvernement répond à ces problèmes par des réformes qui accentuent les inégalités. Les choix politiques qui vont être fait pour l'école engagent l'avenir de l'ensemble de la société : davantage d'injustice ou d'égalité ?

Des réductions budgétaires inacceptables

La droite, sans l'avouer, ne veut pas l'égalité de réussite des élèves. Après **les dizaines de milliers de postes supprimés les années précédentes**, dont plus de 5.000 en cette rentrée, c'est encore 8.700 postes qui seront supprimés au budget 2007. Les conditions de travail des enseignants vont s'aggraver, comme celle des élèves : des classes nécessaires fermées ou non ouvertes, des orientations scolaires faites par défaut, une absence de suivi. C'est le renoncement à l'école de la réussite.

Ce que préconise Villepin derrière le vocable « d'égalité des chances » c'est la mise en concurrence des élèves. Pour les communistes, l'école ne doit pas imiter la concurrence capitaliste, mais au contraire permettre la réussite de tous les élèves dans les apprentissages scolaires. Cela implique des moyens. La part de l'Etat dans **le budget de l'éducation nationale doit être doublée** et portée à 7% du PIB.

Tous les élèves peuvent apprendre : à certaines conditions !

Notre société connaît un accroissement des savoirs, des inventions. Les choix d'école sont des choix politiques : pour la droite, les objectifs doivent être différents selon les individus ; pour les communistes, il faut au contraire prolonger la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, mettre le « paquet » pour **permettre à chacun d'accéder à une culture commune**. C'est nécessaire au lien social, à l'émancipation intellectuelle des futurs citoyens et travailleurs dans une société sans cesse plus instruite.

S'appuyant sur l'incapacité des gouvernements de gauche d'impulser de profondes réformes, la droite propose une scolarité à plusieurs vitesses.

- Villepin veut vérifier les acquisitions de chaque élève, comme la lecture après le CP. C'est nécessaire, et les enseignants la pratiquent déjà. Mais **l'évaluation des connaissances du socle commun ne doit pas servir à la discrimination**, à faire des programmes, des parcours scolaires différents.
- L'aide individuelle à l'élève ne doit pas servir de prétexte pour supprimer les moyens d'enseignement. La droite veut instaurer le suivi individuel des citoyens victimes de sa politique pour les culpabiliser et les amener à se résigner : chômeurs, élèves, etc. Il veut amener les jeunes, les familles à renoncer à une poursuite des études et de la formation pour des travailleurs en partie moins bien formés, rémunérés au SMIC, plus flexibles et plus malléables. Les communistes pensent au contraire que tous les enfants sont capables d'apprendre si les politiques engagées s'en donnent les moyens. La nouvelle politique de « relance » des ZEP, si elle met l'accent sur les difficultés sociales et territoriales de 1.000 établissements, a pour

Projet école

Le projet école du PCF est disponible sur Internet :

www.pcf.fr/?iddoc=5856&idcol=31

Nous les prenons sous notre protection

La brutale expulsion de Cachan orchestrée par Sarkozy, après la chasse aux enfants sans papiers cet été, est inacceptable. La droite traite les sans papiers comme des criminels, sans rien dire des patrons qui organisent les filières clandestines pour les faire travailler à moindre coût, ni de sa politique internationale qui ruine des pays où les gens sont poussés à l'exode. Ces enfants ont commencé leur scolarité en France, ils doivent la poursuivre et recevoir une autre image de la république, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité dans nos écoles.

Rassemblement unitaire

Les syndicats de l'éducation nationale dénoncent les réductions considérables de moyens et une politique à courte vue, rétrograde dans ses choix et dangereuse pour l'avenir. Ils appellent les personnels et toute la communauté éducative à se mobiliser dans une action commune d'ampleur dès la rentrée 2006 et appellent d'ores et déjà à des rassemblements unitaires le mercredi 6 septembre et à nationale une grève courant septembre dont la date sera précisée à la rentrée. Le Parti communiste soutient ces initiatives.

réel objectif de démanteler les moyens déjà insuffisants accordés à des milliers d'établissements qui accueillent les enfants les plus en difficulté.

- La formation des maîtres est menacée. Pointer l'échec des élèves sans aider les enseignants à développer des méthodes qui permettent à chacun d'apprendre, c'est culpabiliser la communauté scolaire injustement. Les communistes proposent au contraire de développer la formation.

L'alternative à cette politique existe

- Il faut transformer l'école pour qu'elle soit encore plus démocratique, afin qu'elle permette la réussite de tous.
- Ce qui suppose de développer les méthodes dans la recherche en pédagogie et sur les inégalités en éducation.
- Malheureusement certains à gauche, encouragent le développement des associations d'aide aux devoirs en laissant entendre que l'école n'a plus pour mission d'enseigner à chacun ! C'est la porte ouverte à l'école à plusieurs vitesses, à la culpabilisation des familles. La réussite dépendrait de l'aide extérieure, alors que dans le même temps, les postes d'enseignants sont réduits !
- Nous voulons **une éducation vraiment nationale garantissant à chaque enfant le même enseignement.**

Des luttes et des élections qui peuvent changer le cours des choses

En 2005, les citoyens français avaient déjà rejeté le traité de constitution européenne que l'on voulait nous imposer et qui impliquait une remise en cause des services publics, notamment une mise en concurrence de l'école avec des services payants. Aujourd'hui encore, les conflits médiatiques des présidentiables, voudraient nous contraindre à un choix restreint, loin des attentes populaires envers l'école. **Cette année, comme pour le référendum, nous avons le pouvoir de changer de politique nationale par les élections du président de la république et des députés.** Les choix pour l'école sont des choix politiques : c'est à chacun d'entre nous d'en décider !

Et pour cela, il faut que la gauche soit populaire par sa démarche citoyenne, par sa capacité à rompre avec toutes les politiques libérales menées jusqu'à présent et par son courage et son audace dans les réformes. C'est le sens du propos de **Marie-George Buffet qui, en cette rentrée, appelle tous ceux que la droite malmène, à « ne pas se laisser voler les futures élections, à en faire l'expression de leur colère et de leurs exigences à être le contrepois aux idées dominantes, à devenir la force qui puisse prémunir la gauche contre toutes les tentations du renoncement ».** Et à **construire ensemble des candidatures populaires**, porteuses de garanties pour l'avenir à la Présidentielle et aux Législatives.

Parti Communiste Français - Le 1er septembre 2006

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr